

# LA SECTION PARISIENNE DE MAUCONSEIL SOUS LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

CORINNE LOYER

*licenciée ès lettres*

---

## INTRODUCTION

Créée en application de la loi municipale de mai-juin 1790 qui divise Paris en quarante-huit sections, la section de Mauconseil, qui change son nom en août 1792 pour celui de Bonconseil, succède au district de Saint-Jacques-l'Hôpital dans des limites à peu près identiques : les Halles au sud, la rue Thévenot au nord, les rues Montorgueil à l'ouest et Saint-Denis à l'est. Les similitudes qui rapprochent la section du district — cadre géographique, milieu sociologique, personnel politique — rendent leur étude inséparable, d'autant que la section reprend à son compte les prétentions politiques du district.

Bien plus qu'une simple circonscription électorale et administrative, la section est un quartier, marqué dans son espace urbain et ses activités humaines par la proximité des Halles, et dont les habitants, devenus détenteurs d'une parcelle du pouvoir politique, découvrent, non sans heurts, la pratique de la citoyenneté. Cette initiation s'effectue tout d'abord dans les relations souvent tendues que la section entretient avec la municipalité. Mais très vite elle s'attribue un rôle qui dépasse le cadre parisien ; c'est en effet à la construction, puis à la défense de la Nation qu'elle entend participer.

---

## SOURCES

La dispersion des sources manuscrites rend vaine toute tentative d'exhaustivité. Les papiers des sections se répartissent entre le département des manuscrits de la Bibliothèque nationale (NAF), la Bibliothèque Victor Cousin, les Archives de Paris (AZ, VD\*) et les Archives de la Préfecture de Police. La Bibliothèque historique de la ville de Paris et la Bibliothèque nationale possèdent par ailleurs des brochures reproduisant arrêtés et délibérations sectionnaires.

L'étude des autorités sectionnaires a nécessité des recherches suivies dans l'état-civil parisien (Archives de Paris). Leur carrière politique a été retracée grâce à de multiples séries des Archives nationales (AF, BB, C, D, F<sup>1</sup>, F<sup>7</sup>, T, W). Quelques sondages ont été effectués au Minutier central des notaires parisiens.

Enfin, l'historien de la Révolution française dispose d'un important corpus de sources imprimées dans lequel on a abondamment puisé.

---

## PREMIÈRE PARTIE

### UN QUARTIER DANS PARIS

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LE CADRE INSTITUTIONNEL

Outre son rôle de circonscription électorale hérité du district, la section de Mauconseil se voit attribuer des fonctions administratives exercées par diverses autorités sectionnaires, à l'origine élues par l'assemblée de la section (commissaires civils, commissaire de police, secrétaire-greffier, juge de paix et ses assesseurs). Celle-ci conquiert, grâce aux ambiguïtés du texte législatif, la possibilité de jouer un rôle politique déjà revendiqué par les districts.

Les institutions sectionnaires sont peu à peu complétées par la création, dans chaque section, d'un comité de bienfaisance, puis par celle d'un comité de surveillance (comité révolutionnaire).

L'évolution du régime vers la centralisation des pouvoirs les fait tomber progressivement aux mains des grands Comités qui, à partir de septembre 1793, nomment et rémunèrent une grande partie du personnel politique. Les assemblées de section perdent de leur importance et la vie politique du quartier s'exprime alors difficilement dans le cadre institutionnel devenu contraignant.

La Convention thermidorienne remanie les institutions sectionnaires, qu'elle soumet plus ou moins à son contrôle. La suppression des sections en vendémiaire an IV marque la fin de toute tentative démocratique au sein du quartier.

#### CHAPITRE II

##### LE CADRE GÉOGRAPHIQUE

La section de Mauconseil s'insère dans le tissu urbain très dense du centre de Paris. Dépourvu de monuments et d'hôtels particuliers, le quartier ne présente *a priori* aucune originalité. On relève cependant l'existence de la Halle aux cuirs, sur l'emplacement de l'ancien hôtel de Bourgogne, de l'église Saint-Sauveur, en cours de démolition, et du cloître Saint-Jacques-l'Hôpital où s'installent les institutions sectionnaires.

Quadrillé par un réseau orthogonal de rues, datant du Moyen Age, le quartier conserve l'aspect qu'il présentait au début du XVI<sup>e</sup> siècle : rues irrégulières, parcellaire étroit, immeubles imbriqués les uns dans les autres.

L'ancienne enceinte de Philippe Auguste, qui passe au nord de la rue Mauconseil, reste perceptible dans le parcellaire, plus lâche au-delà, plus resserré en-deçà, et détermine une coupure topographique. La partie méridionale de la section qui touche aux Halles est sillonnée de rues d'aspect plus populaire, consacrées les unes aux métiers d'alimentation, les autres aux échoppes et aux ateliers. Cet espace favorise une vie communautaire intense, mais non exempte de violence.

## CHAPITRE III

### LE CADRE SOCIOLOGIQUE

Difficile à évaluer avec précision, la population de la section avoisine 13 000 habitants dont un peu moins de 6 000 hommes. Sa densité, de 756 à 981 habitants à l'hectare, selon les recensements, est une des plus élevées de la capitale.

Ses caractéristiques rejoignent celles de nombreuses autres sections : population masculine jeune, d'origine provinciale (70%), provenant en majorité du nord de la France. L'immigration contribue à gonfler fortement la population du quartier au cours de l'époque révolutionnaire.

L'analyse sociologique apparaît plus délicate en raison des nombreuses réserves que suscite la terminologie professionnelle de l'époque. Tout au plus peut-on noter la prédominance des activités économiques ; le travail du cuir, le vêtement, l'alimentation et le bâtiment sont les secteurs les plus représentés. On retrouve par ailleurs dans la répartition géographique des activités professionnelles la coupure topographique notée au chapitre précédent : les professions libérales sont davantage implantées au nord de la rue Mauconseil, en revanche le secteur économique est majoritaire dans la partie méridionale du quartier.

Enfin la section est une zone de forte concentration ouvrière, ce qui la rapproche là encore de certaines sections du centre, mais aussi des faubourgs de l'Ouest et de l'Est.

## CHAPITRE IV

### PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Quartier peuplé du centre de Paris, la section de Mauconseil semble prédisposée à souffrir des difficultés économiques surgies avec la Révolution. Cependant, elle connaît une relative aisance en comparaison des sections de l'est de la capitale touchées par une misère profonde et même au regard de quelques sections du centre dont l'allure démographique et sociologique est pourtant similaire.

Cette situation privilégiée ne l'empêche pas d'être atteinte par la crise : baisse de consommation, mais surtout difficultés de paiement des salaires dues au manque de numéraire qui provoquent des tensions sociales. Viennent s'y ajouter les variations parfois brutales de l'embauche.

Si les autorités sectionnaires ne restent pas insensibles aux conséquences de la pénurie et du chômage, leurs prises de position en matière économique se révèlent assez rares, de sorte que c'est le regard qu'elles portent sur les situations individuelles de pauvreté qui révèle leur attitude face à la crise sociale. Or, on constate que celle-ci ne diffère guère de celle des institutions policières ou judiciaires de l'Ancien Régime : l'enfermement demeure le seul moyen de réduire la menace sociale et politique enfantée par la gêne, voire la misère, et par son corollaire, la délinquance.

## CHAPITRE V

### COMPORTEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES

La défense des acquis révolutionnaires engendre des attitudes de peur. L'attirance ou la répulsion pour le nouvel ordre des choses se cristallise autour de ses institutions, de ses représentants ou de ses symboles.

Ainsi la Garde nationale inspire à la population un sentiment ambigu où se mêlent fascination et rejet, tout comme l'ancienne Garde parisienne. Ce caractère ambivalent est renforcé par les circonstances de sa création et le rôle qui lui est assigné.

L'apparence extérieure comme la conduite, privée ou publique, doivent obéir à la normalité révolutionnaire qui repousse aussi bien l'excès que le silence ou la tiédeur. Toute attitude qui n'y souscrit pas relève du mythe du complot aristocratique.

La fréquence des manifestations de phobie et l'audience, parfois le soutien, qu'elles rencontrent auprès des autorités transforment une sensibilité latente en véritable comportement collectif. La peur est un moteur puissant de la mentalité révolutionnaire.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### LA VIE POLITIQUE

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LA PARTICIPATION POLITIQUE

Jusqu'en 1792, la définition du droit de vote reste censitaire, mais les variations qui affectent le cens au cours de la monarchie constitutionnelle modifient le corps électoral. Ainsi la fin de l'année 1789 apparaît-elle comme la période la plus démocratique avant l'ère républicaine. Par la suite, le nombre de citoyens actifs oscille autour de 1700, soit 30% de la population masculine. Ce chiffre, tout comme la proportion d'éligibles parmi les citoyens actifs (environ 55%),

confirme que les habitants de la section jouissent dans l'ensemble d'une modeste aisance et qu'il n'existe pas de grosses disparités de fortune.

La rareté des sources ne permet pas de définir avec précision le taux de participation politique. Il semble qu'il n'ait en général pas dépassé de beaucoup les 12%. Certaines assemblées attirent plus de monde : c'est le cas en période de crise politique. De même, la nomination, ou l'épuration, du personnel sectionnaire ainsi que celle des représentants à la Commune se déroulent en présence d'une assistance plus nombreuse que celle des électeurs du département.

## CHAPITRE II

### LA VIE POLITIQUE : L'ORGANISATION MATÉRIELLE

Au cours des mois qui suivent l'installation de la municipalité, les habitants de la section découvrent la pratique de la citoyenneté. Peu à peu, les diverses institutions se mettent en place, leur mode de fonctionnement est précisé, le personnel désigné.

Les assemblées du district, puis de la section se réunissent dans l'église Saint-Jacques-l'Hôpital aménagée pour permettre aux citoyens passifs d'assister aux délibérations. Quant aux comités, ils sont logés dans divers bâtiments du cloître Saint-Jacques qui forme de la sorte un espace clos, réservé à l'administration sectionnaire, et où les discussions peuvent s'ébaucher à l'instar du Palais-Royal. L'assemblée et le comité de surveillance portent une attention scrupuleuse à la tenue des registres et à la conservation des archives, symbole de la légitimité de la section et de l'autonomie de la Commune.

Lors des assemblées, citoyens et militants se placent dans l'église en fonction de leurs affinités idéologiques. L'existence de troubles au cours des débats prouve que, malgré l'intolérance verbale et la pression des sans-culottes, la pratique admet les discussions.

## CHAPITRE III

### LE PERSONNEL SECTIONNAIRE

Le personnel sectionnaire connaît au cours de la période un relatif renouvellement. L'an III constitue notamment une coupure très nette avec la période précédente. Certaines institutions moins strictement politiques, comme les comités de bienfaisance ou les assesseurs du juge de paix, bénéficient d'une plus grande stabilité.

L'étude sociologique de ce personnel a été menée à partir de deux cent seize individus recensés. Par rapport à la population masculine de la section, la part des Parisiens est beaucoup plus importante (43% pour 26%). Les régions d'origine des provinciaux ne varient guère.

L'âge du personnel s'élève par rapport à celui de la population totale. Près des trois quarts ont moins de cinquante ans quand éclate la Révolution, mais parmi eux la classe des quarante-cinquante ans est la plus nombreuse.

La répartition professionnelle met en valeur les catégories aisées : hommes

de loi, professions libérales, employés de l'Administration. Au sein du secteur économique, entrepreneurs importants, dont les orfèvres, et gros commerçants dominant. L'étude d'un certain nombre de notices biographiques confirme cette analyse.

---

## TROISIÈME PARTIE

### UNE SECTION EN RÉVOLUTION

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### LA SECTION ET PARIS

« Portion du souverain », la section ne cesse de défendre, à la suite du district, un idéal de participation directe au pouvoir communal. Ainsi s'expliquent les conflits survenus à maintes reprises avec les autorités municipales, à l'occasion desquels la section affirme son hostilité au régime représentatif et, partant, son attachement au principe du mandat impératif. Une conception aussi exigeante de la démocratie, outre qu'elle accorde au peuple le droit à l'insurrection, reconnaît à la capitale un rôle moteur dans la conduite de la Révolution.

#### CHAPITRE II

##### LA SECTION ET LA NATION : LES GRANDES JOURNÉES

Alors que la section multiplie sous la monarchie constitutionnelle les attaques contre les représentants de la Commune, son attitude envers le pouvoir royal reste legaliste, voire loyale.

Le tournant est franchi avec l'été 1792, où elle est au nombre des sections qui prennent la tête du mouvement démocratique. Avant même la nouvelle du manifeste de Brunswick, la section de Mauconseil, au contact des fédérés, rompt avec le régime monarchique ; elle est la première à proclamer la déchéance de Louis XVI.

Toujours aux avant-postes de la Révolution, la section dénonce dès mars 1793 le « péril » girondin et participe activement à la victoire des Montagnards ainsi qu'à l'épuration des modérés dans les sections du centre de Paris.

Désormais soumise au gouvernement révolutionnaire, désemparée par les luttes des factions, elle reste silencieuse. Aussi, le 9 thermidor, finit-elle par se rallier à la Convention après de nombreuses tergiversations. Le retour en masse des modérés et les épurations qui frappent les anciens patriotes inaugurent le temps des divisions.

## CHAPITRE III

## LA SECTION ET LA NATION : L'ÉLAN DÉMOCRATIQUE

Aucun domaine de la vie politique n'échappe à la vigilance de la section. Elle ne ménage pas ses critiques envers les détenteurs du pouvoir et entend rappeler autorités et fonctionnaires au respect des lois. La lutte contre la Contre-Révolution l'entraîne dès 1790 à transgresser les Droits de l'Homme.

Dans le domaine militaire, son combat contre le « despotisme » se traduit par une vive opposition à toute tentative de création d'une garde prétorienne. Son soutien à la Garde nationale, composée de citoyens favorables au nouveau régime, l'amène peu à peu à défendre l'idée de la démocratie armée.

Les prises de position de la section en matière économique sont moins tranchées. Partagée, du moins jusqu'en 1792, entre un libéralisme de principe et la nécessité de remédier localement aux rigueurs de la crise, elle s'en tient à des mesures ponctuelles. Sa conception de l'assistance, proche de celle de l'Ancien Régime, confie à l'État un rôle de régulateur des mécanismes économiques.

## CHAPITRE IV

## LA SECTION AU SECOURS DE LA RÉPUBLIQUE

L'été 1793 marque une rupture très nette dans la vie politique. Les épurations successives du personnel sectionnaire suppriment tout véritable débat politique. Soumise au gouvernement révolutionnaire ou en accord avec lui, la section se contente, comme tant d'autres, de gérer une Révolution sur la défensive : elle censure les autorités sectionnaires, discute des problèmes soulevés par le recrutement des volontaires et par la fabrication du salpêtre, ne cesse d'encourager la lutte contre les accapareurs. La déchristianisation, faisant suite à la naissance plus spontanée, semble-t-il, du culte des « martyrs », laisse soupçonner, par sa brutalité même, son caractère artificiel.

Les priorités politiques sont inversées : la défense de la République passe avant celle de la démocratie.

## CHAPITRE V

## DE LA FERVEUR RÉVOLUTIONNAIRE À L'ESPRIT DE GESTION

L'an III est essentiellement occupé par les règlements de comptes et la dénonciation des anciens membres du comité révolutionnaire, puis par la répression qui frappe les terroristes après les journées de germinal et prairial. Une fois les militants écartés, le rétablissement de la démocratie dans les assemblées, désormais simples exutoires pour les vieilles rancunes, ne profite guère, une fois de plus, qu'au pouvoir en place.

La réforme des institutions soumises à la Convention s'opère parfois difficilement. L'action du nouveau personnel se limite à l'application des mesures publi-

ques en matière de police et de subsistances. La vie démocratique s'efface au profit de la rigueur administrative.

---

## CONCLUSION

Quartier relativement épargné par les difficultés économiques, géré par un personnel issu de la moyenne bourgeoisie, la section de Mauconseil apparaît somme toute sincèrement démocrate et d'un jacobinisme modéré.

Ses cinq années d'existence constituent une période trop brève pour que l'on puisse noter des changements structurels profonds.

Lors du regroupement des quarante-huit sections en douze arrondissements, la section prend le nom de division de Bonconseil ; le cadre sectionnaire survit ainsi tout au long de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à travers le quartier de Montorgueil. Celui-ci hérite donc d'une unité administrative fondée par l'exercice d'institutions et la formation d'un personnel dont on retrouve, par la suite, certains éléments dans l'administration municipale, voire départementale. Cette unité compense l'hétérogénéité qui caractérisait l'ancienne section.

---

## ANNEXES

Notices biographiques. — Index alphabétique et tableaux du personnel. — Cartes.

---